

Adieu Lancelot,

on t'aimait pas... En partant, tu nous a laissé un joli message (voir notre réponse page 4), et puis tu nous laisses avec le boulot, tes "réformes", qu'il va falloir corriger, bilan:

D'abord, en ce qui concerne la première année, on va l'avoir ce droit au redoublement, cette vraie première année. D'assemblées générales en rassemblements (Mercredi 4 et Lundi 15 Avril), d'interventions en conseil en comité de mobilisation, de tracts de fond en occupation de Boutmy (et bien plus encore...), nous te donnerons raison Lancelot, **mieux vaut fuir qu'avoir à admettre ses erreurs.**

Les réformes pédagogiques qui ont été menées ces dernières années, nous paraissent positives. Lancelot a clarifié, simplifié et unifié les parcours. Ce processus doit désormais s'étendre à la notation, encore prisonnière de la logique floue. Nous regrettons également que la technologie n'ait pas suivi (voir nos articles sur Internet pages 2, 4 et 5), en ce domaine il aurait fallu partir à point.

La dernière fournée au conseil constitutionnel avait déjà de quoi faire peur. En y plaçant des personnes connues pour leur opposition aux pouvoirs du conseil, le RPR semblait renouer avec ses velléités de pouvoir absolu, (tant pis pour les droits de l'Homme!). Lancelot au conseil constitutionnel, cela ne nous rassure pas, voir notre article pages 6 et 7.

Etudiants, rassurez - vous, Lancelot s'en va, mais l'AGE UNEF reste là. Etudiants, inquiétez-vous, Lancelot s'en va, Bayrou reste là. Avec lui, il faut s'attendre à un enseignement supérieur toujours plus cher, toujours plus excluant, à des projets *déjà vus, déjà venus, déjà vaincus... et toujours menaçants.*

François Dubreuil

DROIT AU REDOUBLEMENT ICI ET MAINTENANT

Un peu d'histoire...

Si l'année 1995 a été celle des Bourses et de la solidarité, l'année 1996, sera celle du droit au redoublement en A.P. Car l'objectif pour cette année scolaire tant pour l'AGE-UNEF que pour l'UNEF-ID (avec qui l'unité d'action est sans failles) est bel et bien d'obtenir ce droit, ici et maintenant.

Cette revendication n'est pas récente. C'est un de nos chevaux de bataille depuis déjà plusieurs années. Pourquoi a-t-on le sentiment que cette année peut être la bonne ? La raison principale à mon sens est que les étudiants ont cessé de se laisser marcher sur la gueule. Ainsi, l'AGE-UNEF, le syndicat le plus offensif de Sciences-Po, est devenu le premier syndicat suite aux élections de janvier. Nous avons su grâce aux étudiants, à nos militants et à nos élus instaurer un rapport de force, seul capable de faire céder enfin une Direction dont le paternalisme conservateur était un obstacle à la discussion.

Etat des lieux...

Depuis le début de l'année, plusieurs assemblées générales se sont tenues, et plusieurs manifestations se sont déroulées de la rue Saint Guillaume à la rue de la Chaise. Des cours ont même été occupés et transformés en A.G. avec l'approbation des étudiants, malgré les interventions et les tracts injurieux du RESP, toujours à contre courant quand il s'agit de défendre efficacement les intérêts des étudiants (souvenez-vous des Bourses...). Des cadavres ont même été dessinés à la craie entre la Chaise et Saint-Guillaume pour symboliser, les A.P. "tombés au combat". Enfin, une pétition recueillant 1300 signatures a été établie dans un enthousiasme et une rapidité surprenante. Le bilan est donc on ne peut plus positif, même si l'on peut regretter que les A.G. n'aient pas réuni plus de monde, notamment les 2ème et 3ème années rescapés du massacre.

Tractations

Notre conception du syndicalisme nous amène à respecter la souveraineté des assemblées générales. De même, si nous

Suite page 3

Sommaire	
Pages 1 et 3	Droit au redoublement ici et maintenant
Pages 2	Internet au service des étudiants
Pages 3 et 4	Entretien avec le président de l'association Internet Télémedias
Pages 5 et 6	Lancelot, le dernier mensonge
Pages 6 et 7	Commission Fauroux
Pages 7 et 8	Bayrou, Fauroux: Chassé-croisé autour de l'Université
Page 8	Alian IV: The escape

Internet, au service de tous les étudiants

L'an dernier, l'Age-Unef a été à la pointe du mouvement de grève pour le maintien de l'aide sociale, un mouvement que nous avons su mener de façon unitaire. C'est la même volonté d'unité, qui nous conduit à agir avec l'association Internet et télé médias pour l'obtention d'une liaison Internet à Sciences-Po, dans un délai, et des conditions satisfaisantes pour les étudiants. Agir en commun lorsque les intérêts sont communs (**Signez la pétition commune avec l'UNEF-ID pour une réforme de la première année !**), maintenir notre autonomie de pensée et de proposition, telle est notre devise.

Contribution à une position de l'AGE-UNEF

Ce n'est qu'avec cette année que l'AGE-UNEF se préoccupe sérieusement d'intégrer le libre accès à Internet au rang de ses revendications. La direction, à l'origine du conflit de l'an dernier avait en effet fortement modifié l'ordre de nos priorités. Si nous associons l'association Internet-télé médias (AITM pour les intimes) à ce numéro, c'est que, à la différence de nos camarades du RESP, nous ne voulons pas nous contenter de réclamer le "gadget de l'instant", sans même avoir réfléchi sur le sujet. En d'autres temps, leur revendication essentielle consistait en l'obtention de fontaines dans la péniche. A nos yeux, si Internet doit être installé, et compte tenu de l'investissement que cela représente c'est pour des raisons pédagogiques bien plus que de prestige (Lyon l'a et pas nous, c'est pas juste !).

De ce point de vue une chose est certaine, si le progrès technique est bien la dernière sacralité de nos sociétés sécularisées, **Internet est incontournable**. C'est bien à la société de s'adapter aux modifications de la technique, dès lors que l'ordre social a perdu son immuabilité sacrée, et tant pis pour ceux qui ne voudront pas prendre le tournant, et tant pis si l'ordre social s'en trouve modifié, et tant pis pour la primauté de l'écrit, les droits d'auteur, le contrôle étatique. La société y gagnera en richesse, et au sein du capitalisme moderne cet argument suffit à faire sauter tous les autres.

Au sein de l'UNEF nous défendons le devoir qu'a l'enseignement supérieur de **transmettre non seulement des savoir mais aussi des savoir-faire**. La maîtrise des instruments de Bureautique est devenue incontournable aujourd'hui pour qui est à la recherche d'un emploi. **Apprendre à naviguer sur Internet, consulter des bases de données à distance, télécharger des fichiers informatiques ce seront les actes courants de n'importe quel métier**.

Nous voulons un enseignement capable d'oeuvrer à **une transformation sociale**, et tout d'abord pour **plus d'égalité**. Nous dénonçons l'hypocrisie fondamentale (de classe ?) des économistes américains qui pour expliquer la croissance des inégalités parlent de « *biais du progrès technique* ». Ils devraient plutôt dire médiocrité de leur système scolaire, et plus généralement *biais de leur système de formation*. Le syndicalisme étudiant a un rôle à jouer pour éviter qu'une fois de plus une minorité ne se réserve l'appropriation des nouveaux outils. C'est l'ensemble des universités qui doit offrir un accès Internet à ces étudiants. Terrible dogme de l'égalité nous diront certains, "ce n'est pas possible, cela coûtera trop cher". Comme s'il était

scientifiquement prouvé que les inégalités d'accès à la formation étaient nécessaires, et efficaces.

Certains pensent encore parmi nous qu'Internet n'est pas l'essentiel, que quand on manque d'enseignants (à Sciences-Po ça va), de locaux aux normes de sécurité (idem), de salles de cours (déjà c'est plus proche), des lieux de convivialité minima (Hum Hum), Internet peut attendre. Rien n'est moins sûr. Les prophéties néo-situationnistes d'un Raoul Vaneigem, nous prévoient un enseignement toujours plus personnalisé dans lequel le scolaire serait réalisé par ordinateur, tandis que le professeur garderait son rôle essentiellement didactique et magistral. L'enseignement par ordinateur est-il pour demain ? En tout cas l'ordinateur est sans conteste la bibliothèque de demain, et qui songerait à limiter le nombre de places en bibliothèque ?

Alors que certains désirent un monde dans lequel tout s'achète (l'éducation, la santé, la citoyenneté(?)), faire du marché le mode de régulation universel, Internet propose un système fondé sur l'échange et la gratuité, sur l'entraide. Nous ne pouvons qu'approuver une telle démarche. Une chose est sûre, lors du prochain mouvement de grève, le monde entier sera mis au courant par courrier électronique, et les messages de soutien bigarrés de cent langages arriveront par milliers.

Et Sciences-Po dans tout ça ?

La direction entend installer dès la rentrée prochaine jusqu'à deux ordinateurs par bibliothèque. (WOW! Super!), et étendre ensuite le parc relié.

Questions :

- Comment seront gérées les files d'attente pour l'accès à Internet ? La direction envisage-t-elle un système d'inscription comme pour la vidéo ? Dans la période où le nombre d'ordinateurs reliés sera insignifiant, le nombre de services accessibles sera-t-il limité à quelques uns pour réduire les files d'attentes (Ex: l'accès aux bases de données des autres universités)? De combien d'ordinateurs l'IEP disposera-t-il ?

- Quelles formations à Internet seront dispensées ? Quels services la communication entend-elle développer ? Avec quelle place pour la participation des étudiants ?

- Les associations et syndicats disposeront-elles d'un site et d'une adresse au sein du site Sciences-Po ? Le serveur de Sciences-Po pourra-t-il héberger les étudiants disposant d'un ordinateur à l'extérieur ?

Autant de points sur lesquels nous aimerions obtenir des réponses. Bref, **il convient que des groupes de travail soient ouverts sur ce sujet au sein des deux conseils**. Nous comptons y prendre notre part, pour exiger le maximum d'accès pour les étudiants.

F.D.

Suite de la page 1 Droit au redoublement

pensons devoir organiser les mouvements au départ et donner les éléments d'information, nous défendons l'auto-organisation des étudiants, se prenant en charge pour faire aboutir leurs revendications. C'est la raison pour laquelle un Comité de Mobilisation regroupant 5 A.P. non syndiqués, 3 UNEF et 3 UNEF-ID a été élu. C'est désormais lui qui gère la campagne sur A.P. Pour l'instant, la Direction refuse de le rencontrer et n'accepte de négocier qu'avec les élus syndicaux. Il est clair que ce serait de la part de la Direction reconnaître l'ampleur de la mobilisation que de recevoir le Comité, et que céder devant lui apparaîtrait pour elle comme une défaite face à la détermination des étudiants. Le symbole est important, nous voulons non pas que la Direction nous octroie le droit au redoublement, mais au contraire que les étudiants l'arrachent à la Direction. Ce sera ainsi un droit conquis et non "concedé".

Droit au redoublement ?

Car on peut admettre dès à présent que le principe du droit au redoublement semble admis par la Direction. Marianne Viort (directrice de la scolarité de la première année) elle-même, tenante de la vieille école semble s'être fait recadrer par ses chefs. Plusieurs problèmes se posent :

- La direction ne serait-elle pas en train d'essayer de nous faire perdre du temps à 1 mois des examens ?

- va t-elle céder sur notre revendication qui est d'avoir le droit au redoublement dès cette année ? Nous refusons de transiger sur ce "détail", pour lequel nous sommes prêts à poursuivre et étendre la mobilisation sous des formes nouvelles et pour le moins radicales.

Maintenir la pression

Quoi qu'il en soit, il faut maintenir la pression.

A tous les sceptiques qui disent que le syndicalisme ne sert à rien, nous dédicacerons tout spécialement cette victoire.

Moralité, seules la lutte et la mobilisation paient !

P.S.: vous pouvez consulter la brochure de l'AGE-UNEF pour connaître le reste de nos revendications sur la première année. Car évidemment, droit au redoublement + transparence + liberté du choix de section (revendications minimales pour lancer la campagne de pétition) ne nous suffisent pas. On a plein d'autres bonnes idées : toujours plus loin, toujours plus haut...

X.B.

Entretien avec le président de l'Association Internet Télé Média

Défendre les intérêts des étudiants n'est pas l'apanage des syndicats : rencontre avec un usager assidu de l'Internet et un militant actif auprès de la Direction

François Dubreuil : *L'Internet ne cesse d'être au coeur de l'actualité tant dans les média qu'à Sciences Po mais quelle est son utilité réelle pour un étudiant ? Comment convaincre qu'il ne s'agit pas d'un gadget ?*

Christophe Figlarek : Notre association fait tout pour que cette question ne soit plus posée. La France a en fait accumulé un retard considérable concernant Internet et trop peu d'universités proposent aujourd'hui des accès au réseau à leurs étudiants alors qu'Internet leur permettrait de gagner un temps considérable dans leurs travaux, de découvrir peut-être de nouveaux centres d'intérêt et de partager des opinions et des documents avec d'autres étudiants situés à l'autre bout du monde. En fait, les étudiants étrangers de Sciences Po répondraient bien mieux que moi à cette première question car Internet est quelque chose de très courant aux Etats-Unis, dans les pays scandinaves et dans les pays de l'Est.

A Sciences Po, les étudiants peuvent par exemple réaliser plusieurs des travaux demandés grâce au World Wide Web, l'interface graphique d'Internet. En utilisant des serveurs chercheurs comme Yahoo, Lycos ou Webcrawler, il suffit de taper un mot clé pour voir apparaître la liste des serveurs dans le monde traitant du sujet demandé par un maître de conférence. Un étudiant d'A.P. pourra par exemple prendre

connaissance de la dernière réforme de la Constitution et éventuellement sauvegarder le texte pour l'imprimer. Quand je regarde la liste de tous les enseignements d'ouverture et de langue des deuxième et troisième années, je vois que *l'utilisation du Net faciliterait le travail des étudiants dans plus de trois quarts des cas*. Je pourrais citer le cas des conférences sur la religion, sur les problèmes ethniques aux Etats Unis, sur le cinéma, la télévision etc. Dans tous ces cas, on peut se procurer des infos sur le Net introuvables en bibliothèque. Dois-je ajouter que certains membres de l'association sont même parvenus à trouver des fiches techniques toutes prêtes en économie pour convaincre les étudiants dubitatifs ? Qui a dit qu'Internet était un gadget ?

F.D. : *Cela ne risque-t-il pas d'être compliqué pour un néophyte en informatique ?*

C.F. : Pour l'étudiant qui se donne vraiment la peine de découvrir Internet, l'acquisition des principes fondamentaux de recherche et de navigation sur Internet prend quelques heures à peine et en une semaine, on trouve Internet beaucoup plus facile que le Minitel. Le World Wide Web a extrêmement facilité la vie sur Internet. Si l'on part sans idée précise, il est clair qu'Internet devient une jungle : avec le Net, c'est le

monde qui s'offre sur l'écran et on ne peut pas le parcourir en quelques minutes. Sans but précis, on peut effectivement passer des heures devant son écran mais c'est aussi un plaisir et un jeu qui permet tantôt de se retrouver dans une université en Amérique Latine ou tantôt sur un site canadien.

Notre association est là pour aider les étudiants afin qu'ils se connectent à des tarifs raisonnables et avec un bon matériel. Surtout en cas de problème ou de renseignements, il ne faut pas hésiter à nous contacter. ¹

F.D: *Comment se connecte-t-on à Internet et à quel prix ?*

C.F : Il faut évidemment un ordinateur, assez puissant certes mais sans plus (d'un *coût moyen de 8 000 F à 10 000F*), une ligne téléphonique, un modem (petit boîtier ou carte d'environ *1 400F* qui se glisse dans votre machine) et un PROVIDER ou fournisseur d'accès Internet. Celui-ci vous fournit des logiciels d'accès (le meilleur étant Netscape), une adresse électronique (E-Mail) où l'on peut vous écrire de partout dans le monde et un numéro de téléphone local à composer (le modem le fait à votre place) pour vous connecter. Aujourd'hui, pour un abonnement de *77 à 95 Francs par mois*, vous pouvez accéder au monde entier, envoyer un E-Mail de plusieurs pages à un étudiant d'Harvard ou prendre contact avec une société espagnole, pour le prix d'une communication téléphonique locale. Je rappelle que le principe de l'Internet est "J'ai une information, je la donne; j'ai une question, je la pose, on me répond" et c'est un peu le principe aussi de notre association. Pour un coût assez modique (mais encore élevé malheureusement pour certains), on peut donc accéder à tous les documents que l'on souhaite.

F.D : *De nombreux étudiants n'ont pas les moyens de se connecter par eux-mêmes. Pourquoi les étudiants n'ont-ils toujours pas accès au Net à Sciences Po ? Est-ce lié à problèmes d'ordre technique ?*

C.F : Non seulement l'IEP de Paris ne propose pas d'accès Internet aux étudiants mais il ne dispose pas de site Web sur Internet.

Toutefois, on ne peut absolument pas dire que la Direction ne fait rien, au contraire. Nous avons des rencontres fréquentes avec M. Piketty et le responsable informatique chargé de s'occuper du projet Internet à Sciences Po. Nous souhaiterions de tout coeur qu'Internet arrive dès cette année mais cela semble techniquement difficile à réaliser. En revanche, dès l'année prochaine, plusieurs P.C. placés dans les salles de lecture et bibliothèques pourront être utilisés par les étudiants afin de faire des recherches sur Internet. Leur nombre sera limité au début, puis progressivement étendu d'autant plus qu'une partie du matériel aurait

déjà été achetée. La lenteur de l'initialisation pour cette année provient de l'existence d'un double réseau informatique administratif et de libre-service qu'il convient de rénover. De plus *les lignes téléphoniques sont de mauvaise qualité* et elles sont nécessaires pour que les connexions soient efficaces et rapides. Par exemple, plusieurs tentatives de connexion au Net ont été réalisées en salle informatique, indépendamment du réseau de libre service, et *la moitié des essais a échoué à cause des lignes téléphoniques*. En ce qui concerne nos projets, nous ferons le 23 mai une véritable démonstration d'Internet aux étudiants intéressés à partir du réseau de Sciences Po car celui-ci devrait être opérationnel d'ici là.

F.D : *OK, pour l'accès des étudiants de Sciences-Po au réseau, mais pourquoi n'y a-t-il pas de site Web Sciences Po Paris alors que l'IEP de Lyon est présent sur Internet ?*

C.F : L'IEP de Paris a bénéficié de subventions, longues à obtenir, afin de posséder d'un serveur H.P. Contrairement à l'IEP de Lyon, nous ne bénéficions pas d'une structure informatique adéquate et l'IEP a du tout construire, tout tester. *Au lieu de passer par un provider qui aurait hébergé son site*, Sciences Po a préféré conclure un accord directement avec Renater, le réseau haut débit de France Télécom. Les grèves de novembre - décembre, les problèmes rencontrés avec France Télécom, puis les divers problèmes techniques ont ralenti l'avancée du projet. La Direction nous a d'ailleurs confirmé ce retard et fait tout en ce moment pour le rattraper. En ce qui concerne un futur site IEP Paris, il est bien évidemment prévu. *L'achat d'un serveur H.P. de 2 Mégabits* permettra normalement de faire circuler rapidement les informations que la direction de la communication jugera bon de divulguer dans le cadre d'une présentation de Sciences Po Paris. Mais la création d'un serveur Web sur le Net prend du temps et la politique de l'Institut est de lancer son site uniquement lorsqu'il sera complètement achevé et suffisamment complet. *L'IEP met en fait en jeu son image* et un mauvais site sur le Net peut être très néfaste pour la représentation d'une école dans le monde, *même si un tel site peut servir aux étudiants*. Pour notre part, notre association a l'intention de participer à l'élaboration de ce site, en faisant tout pour que la base de données des bibliothèques soit accessible à partir de tout ordinateur connecté à Internet, pour que le serveur Web de l'IEP propose un maximum d'informations pour les étudiants (horaires des galops, pourquoi pas les professeurs absents, les dates des différentes réunions d'informations...) et pour permettre aux associations et aux syndicats de l'IEP de mieux se faire connaître grâce à Internet

F.D: Ce seraient donc des **raisons techniques** (central téléphonique obsolète notamment) mais aussi la **politique de prestige de la Direction** (choix d'un

¹ Contacts : Christophe au 42 22 02 80, Nicolas au 100073.203@compuserve.com, adresse du site Web <http://www.imaginet.fr/~adevynck>, boîte aux lettres près du BDE, panneau d'affichage pour messages...

serveur haut débit plutôt que le recours à un provider et surtout l'attente d'avoir un site parfait avant d'être présent sur le Web, limitant de fait l'accès aux étudiants...), qui ralentirait la percée d'Internet à Sciences Po.

Nous avons peu abordé les avantages pour les associations. Quels seraient-ils ?

C.F: En ce qui concerne le choix de Renater, celui-ci peut être contesté mais dans la pratique, la plupart des universités y ont recours. Sciences Po a donc adopté une attitude normale. Concernant les associations, Internet leur permettrait d'être connues dans le monde entier. En entrant sur le site de Sciences Po par exemple, un individu quelconque, étudiant français ou étranger, de l'IEP ou d'une autre université de France ou du reste du monde, attiré par l'intitulé "Les associations de Sciences Po" pourra découvrir l'action des Sciences Potiches se rebellent ou les projets de l'AGE-UNEF pour les mois qui viennent.

Cet exemple n'est pas de la fiction puisque depuis quelques semaines, l'Association Internet Télé Média a ouvert un site à l'adresse URL suivant <http://www.imagnet.fr/~adevynck> où l'on retrouve bien sûr notre actualité, des conseils pour bien commencer sur Internet, une série de liens avec d'autres serveurs qui vous permettront découvrir le meilleur du Web et surtout une page de présentation de plusieurs associations IEP dont l'AGE-UNEF. D'autres bonnes surprises vous attendent ! Alors, au détour d'une balade dans Paris, dans un cybercafé, allez visiter notre site. Si vous avez déjà un ordinateur mais pas encore de modem,

contactez-nous. Ce site est un prototype de ce que nous voulons faire avec et pour les autres associations mais notre action demeure limitée car nous avons peu de place sur le Web pour réaliser tous nos projets. Notre site a le mérite d'exister et de montrer qu'Internet n'est pas insurmontable, qu'on peut trouver des informations aussi facilement qu'en allant dans

les bibliothèques et surtout à tout moment. Quelques étudiants d'autres écoles nous ont déjà fait part de leurs visites sur notre site, preuve que le message de toutes les

associations présentes sur le site peut bien être parcouru par l'ensemble du monde.

Dans quelques années, pianoter sur Internet deviendra aussi quotidien que d'ouvrir son courrier le matin et nous servira pour nos emplois futurs. C'est pourquoi il faut absolument démocratiser en France cet outil vraiment formidable qu'est Internet qui tarde trop pour nous à devenir le quotidien des étudiants de Sciences Po. En attendant la mise en place de cours d'informatique dédiés à Internet à l'IEP, ce qui sera vraisemblablement réalisé dans les prochaines années, ne perdez pas de temps et contactez nous pour avoir plus de renseignements. J'espère que les étudiants et les associations comprendront alors qu'Internet n'est pas un mythe, ni un espace réservé aux pros de l'informatique mais un outil simple, utile et convivial

Propos recueillis par F.D.

Le dernier mensonge

Admirable message d'au revoir de notre directeur. Un chef d'oeuvre d'autosatisfaction, d'hypocrisie, et la marque de nos oppositions présentes et futures avec la direction.

Lancelot commence par condamner le libre choix des étudiants, indiquant qu'il préfère "former des élèves". A l'UNEF nous dénommons cette attitude "paternalisme". Lancelot, la direction plutôt car il s'agit là d'une pratique courante des dirigeants (cf. les analyses des grèves de décembre) sait mieux que les étudiants ce qui est bon pour eux.

D'ailleurs, Lancelot forme des "élèves", et non pas des étudiants, terme qui renverrait à une maturité supérieure, à la capacité de voter, de se syndiquer. L'élève doit être élevé à la hauteur du maître, l'étudiant étudie la matière à ses côtés.

Il prétend "aider [les élèves] à devenir des personnes libres et responsables dans une société ouverte et solidaire". L'attitude paternaliste nous paraît heurter de plein fouet la réalisation de ces deux valeurs de liberté et de responsabilité. Formater des élèves ou accepter les choix des étudiants, il faut choisir. Par ailleurs notre société nous semble tout sauf réellement libre et solidaire.

C'est pourquoi, nous voulons participer à l'instauration d'une société qui soit enfin "ouverte et solidaire", à l'image de l'AGE-UNEF (mais non ce n'est pas de la pub). Cette lutte pour une société plus juste, nous la comptons la mener en

rendant les étudiants responsables face à leur études. Nos assemblées sont un apprentissage quotidien de l'exercice de la démocratie, avec toutes ses limites.

Pour Lancelot l'Excellence passe par "une sélection rigoureuse aussi indépendante que possible des pesanteurs de la reproduction sociale". Le possible est bien bas à Sc-po., la reproduction sociale est une réalité pesante. Sélectionner plus qu'enseigner, plus qu'intéresser, voilà la morale et les prophètes. Ce n'est pas la nôtre.

Lancelot aurait soit disant fait des langues un facteur essentiel à Sciences po. Nous contestons cette analyse. Si la progression est réelle, les langues ne sont toujours pas reconnues à leur juste valeur.

Hypocrisie suprême notre bien aimé directeur se vante de "l'excellence de notre gestion", et de sa "politique budgétaire plus efficace et beaucoup plus transparente." Bizarre nos élus n'ont pas vu la transparence, ils ont même perçu une dégradation dans la précision des comptes, et la date de leur transmission aux élus étudiants ou professeur. Se

vanter de bonne gestion, après s'être fait taper sur les doigts par les administrateurs de la FNSP, il faut du culot.

Enfin vient la **divergence fondamentale**, c'est la **hausse des droits d'inscription** qui selon lui a permis la hausse des fonds de l'Etat. Il nous avait même dit il y a deux ans que la transformation de bourses en prêt aurait le même effet. Sa théorie est je fais des efforts, alors l'Etat qui est gentil m'aide. Dans les faits, l'Etat cherche à couper dans tous ses budgets. Augmenter les droits d'inscription c'est pourtant la même logique que la hausse du ticket modérateur dans la santé, la même logique de privatisation rampante, et d'inégalités

croissantes, la même logique condamnée pour la santé par l'ensemble des enseignants à Science po et des élites françaises. Souci de cohérence quand tu nous tient. Nous refusons tout pas en ce sens.

Mensonge, hypocrisie, paternalisme et privatisation assumée, assurément c'est un bel au revoir

Au revoir M. Lancelot

F.D.

COMMISSION FAUROUX

« La commission Fauroux recommande une révolution du système éducatif », titrait Le Monde du 12 avril. Les extraits du rapport d'étape constituent en effet un projet plus qu'inquiétant, qui s'inscrit bien dans le droit fil des réformes menées par les gouvernements successifs en matière d'éducation, en poussant la logique de libéralisation de l'enseignement à son terme. Comme les autres composantes du système éducatif, l'université y est attaquée de front.

Il y avait de quoi provoquer un tollé : les révélations du *Monde* quant aux projets de Fauroux font particulièrement froid dans le dos. Car c'est, cette fois, le système éducatif dans son intégralité qui se retrouve passé au crible, les solutions préconisées étant celles que défend la droite depuis vingt ans. En matière d'enseignement supérieur, les réformes proposées seraient particulièrement lourdes de conséquences.

Trois axes directeurs ont guidé Fauroux dans l'élaboration de ses propositions : autonomie, professionnalisation, sélection. De traditionnels chevaux de bataille, propres à enclencher une véritable libéralisation de l'université – au mépris de sa vocation de service public d'enseignement.

Autonomie, professionnalisation : vers l'université libérale

Ainsi Roger Fauroux propose-t-il de donner aux universités « un statut d'autonomie inspiré de celui des collectivités territoriales ». Voilà qui, bien évidemment, remettrait totalement en cause le cadre national de l'enseignement et des diplômes. « Les universités devraient pouvoir organiser leurs structures d'enseignement en toute liberté », affirme l'ancien ministre. Donc, devraient pouvoir délivrer des diplômes différenciés selon les régions, ce qui empêcherait les étudiants de changer d'université en cours de cursus et dévaloriserait les régions les moins dotées ; devraient pouvoir « recruter leurs professeurs, mais aussi (...) s'en séparer si leur enseignement et le contenu de leur recherche ne donne pas satisfaction » (devra-t-on parler de « PDG d'université » ?) ; devraient pouvoir renforcer leurs contacts avec les collectivités territoriales et les entreprises, c'est-à-dire – c'est un secret de polichinelle – adapter le contenu de leurs enseignements aux impératifs locaux du marché de l'emploi, en échange de subventions. Bref, devraient pouvoir fonctionner comme une entreprise, selon la loi

de l'offre et de la demande, au mépris des souhaits réels des étudiants. Par conséquent, réduire à peau de chagrin les secteurs non « rentables », comme les lettres et les sciences humaines, et "produire" des diplômés sectorisés, dévalorisés, à la merci du chômage...

Bien évidemment, ceci s'accompagnerait d'un processus de professionnalisation de l'enseignement, apte à combler les besoins des entreprises et des collectivités locales. Et voilà que resurgit, une énième fois, la vieille lubie de « l'alternance entre études universitaires et l'apprentissage en entreprise », censée être le remède miracle contre le chômage. Il s'agit surtout du meilleur moyen de dispenser les entreprises du travail de formation spécifique qui leur revient, et de dégager des armées de petits bras musclés aptes à assurer des emplois temporaires – au lieu de proposer des stages véritablement qualifiants qui ne grignotent pas sur le contenu des enseignements.

Charmant tableau en perspective. Les facs privées, telles la tristement célèbre « fac Pasqua » ou celle de Ker-Lann à Brest, risqueraient alors de devenir autre chose que des exceptions à faire disparaître...

Sélection et réforme des premiers cycles

Mais Fauroux, bien évidemment, ne s'arrête pas en si bon chemin. Pour remédier à l'échec en premier cycle (officiellement de 40 %), le rapport propose une double articulation entre sélection à l'entrée et chamboulement des enseignements.

Dans le cadre envisagé, l'inscription en fac devient un véritable parcours du combattant : le dispositif s'adresse aux élèves de première et terminale, qui doivent rédiger « un dossier comprenant une lettre de motivation, à l'appui d'un livret scolaire et d'un cahier individuel de formation établi à partir de la quatrième », et rencontrer, deux années de suite, un représentant de l'université. Dès le collège, mon enfant, ton sort est

dons scellé, et tu devras prouver ta bonne foi et ton « aptitude » pour rentrer en fac... On croit rêver.

Quant au DEUG, le projet est de le remanier de fond en comble. Les universités sont en effet chargées d'assurer « *la mise à niveau des étudiants débutants* » : dans ce cadre, la première année du DEUG est réorganisée, afin de regrouper « *plusieurs séries de disciplines proches* ». Une telle réforme, qui s'apparente au système des « collèges universitaires », ne signifierait rien d'autre que la mise sur pied d'une « année zéro », sans doute pour « faire le tri ». En tout état de cause, cette « secondarisation » bâtarde constitue une vraie remise en cause de la vocation du système universitaire. A l'issue de ce cycle, les étudiants s'orienteraient donc vers des cursus hyperspécialisés.

Vrais problèmes, fausses solutions

Sans doute Roger Fauroux a-t-il oublié un peu vite les événements de novembre-décembre 1995, ou s'est-il refusé à entendre la voix des étudiants. Il aurait peut-être compris où résidait le noeud du problème. Face à la

précarité de leurs conditions d'études et de vie, les étudiants se sont mobilisés de façon massive pour demander une loi de programmation budgétaire, l'augmentation des crédits, du nombre d'enseignants et de personnel. La véritable solution aux problèmes rencontrés par le service public d'enseignement supérieur, c'est bien celle-là : permettre à chacun d'étudier dans de bonnes conditions, en donnant des moyens réels aux universités, en améliorant l'aide sociale, le logement... Ni la sélection à outrance, remettant en cause le droit de tous aux études, ni la professionnalisation, génératrice de diplômés corvéables et "jetables", ni l'autonomie des universités, véritable danger contre l'égalité des diplômes, ne régleront quelque problème que ce soit. Les projets de Fauroux visant à mettre sur pied une université libérale et rentable n'ont rien à voir avec les revendications du mouvement. Espérerait-il que celles-ci ne resurgiront plus ?

Amaelle GUITON

BAYROU, FAUROUX : CHASSE-CROISE AUTOUR DE L'UNIVERSITE

L'avant-projet de Roger Fauroux débarque au beau milieu des Etats Généraux : voilà qui donne lieu à un chassé-croisé gouvernemental des plus étranges. Entre le partisan de la « méthode douce » et le « chirurgien » mis en place par le tandem Chirac-Juppé, le courant semble mal passer. Alors... qui tirera les marrons du feu ?

François Bayrou n'a pas mis 24 heures à réagir. Le lendemain même de la parution des extraits du rapport Fauroux, le ministre de l'éducation nationale exposait publiquement son désaccord avec les seize propositions. « *La commission Fauroux est une commission indépendante qui travaille de son côté* », a-t-il expliqué. Indépendante ? Pas du premier ministre ni du Président de la République, en tous cas. Ce qui n'est pas sans soulever quelques questions de circonstances...

Questions de méthode

Le désaccord serait, selon Bayrou, « *fondamental* ». « *Je serai vigilant sur deux points : empêcher toute situation de blocage qui rendrait impossible l'évolution nécessaire du système éducatif et empêcher toute remise en cause des principes fondamentaux qui ont construit notre éducation nationale* », explique-t-il. Il est vrai qu'il a déjà dû gérer un mouvement étudiant et n'a pas forcément envie de revoir les manifestants occuper les rues. Pour le ministre, issu du sérail (c'est un ancien enseignant) et au fait des capacités de mobilisation du monde universitaire, le rapport Fauroux ne semble pas être la méthode adéquate. Celle de la « concertation » et de la progressivité des réformes semble avoir, jusqu'ici, sa préférence. S'il n'a pas prévu d'échéance nationale, sur un certain nombre de facs déjà, des journées ont été banalisées pour permettre l'organisation de forums à destination des étudiants ; des questionnaires ont été distribués - qui, évidemment,

ne permettent pas vraiment une expression libre sur les questions essentielles... ; à d'autres endroits, ce sont les élus qui ont été conviés à développer leurs analyses. Bref, on convoque, on discute... Il serait évidemment erroné de se faire de réelles illusions sur le processus en cours. Bayrou ne reniera pas ses opinions politiques, et il serait bien étonnant que ressorte de tout cela un projet conforme aux attentes exprimées en novembre-décembre dernier. Toujours est-il que cela n'a rien à voir avec la « méthode Fauroux » qui, pour sa part, ne fait vraiment pas dans la dentelle.

Bayrou victime... ou bourreau ?

Est-ce à dire que le rapport Fauroux mettrait Bayrou dans une situation compliquée ? Certes, depuis le 12 avril, tout le monde attend le ministre au tournant. Ce dernier va plus ou moins devoir jongler entre étudiants, enseignants, personnel d'un côté, Chirac et Juppé de l'autre. Il ne faudrait pourtant pas oublier trop rapidement que François Bayrou, s'il préfère aller doucement, n'a pas forcément en tête un projet différent de celui défendu par Fauroux. Dans une certaine mesure, les révélations du *Monde* pourraient même lui être fort utiles : après une telle provocation, comment n'aurait-il pas la latitude nécessaire pour proposer une réforme moins frontale, dans le but de « grignoter » peu à peu sur la vocation de service public de l'enseignement ? Dans toute cette histoire, les étudiants n'ont toujours pas vu la couleur de la loi de programmation budgétaire tant attendue...

